

Elle mentionne le Comité canadien d'action sur le statut de la femme et, dans ce cas encore, le comité nous a déjà fait part de ses inquiétudes face à la réduction de son financement.

Il est révélateur de constater que, dans son article, Carol Goar mentionne ces exemples, mais ne demande pas expressément que cette aide soit supprimée. Il en est ainsi parce que, si nous éliminions cette aide, nous en entendrions parler par le *Toronto Star*, les autres médias, nos amis néo-démocrates, nos amis libéraux, et les Canadiens d'un bout à l'autre du pays. Nous les entendrions jeter les hauts cris et dire que notre gouvernement est dur et sans coeur.

J'ai eu exactement la même impression en lisant un long éditorial dans le *Globe and Mail* du 30 avril. L'éditorial, intitulé «Liste des dépenses indispensables», renfermait une très longue liste d'organismes ou programmes bénéficiant d'une aide financière du gouvernement du Canada, principalement des entreprises, aux fins de la création d'emplois.

L'éditorialiste s'était contenté de dresser cette liste. Il ne demandait pas que cette aide soit supprimée. À mon avis, si l'on ne demande pas la prise d'une telle mesure, c'est pour une très bonne raison: les intéressés veulent pouvoir dénoncer l'élimination de cette aide, si cela devait se produire, de la même façon qu'ils ont critiqué son octroi au départ.

Cette situation fait ressortir les problèmes qu'a éprouvés le gouvernement lorsqu'il a voulu éliminer des programmes. On se rappellera par exemple que lorsque nous avons fermé une base militaire il y a quelques années, nous avons été accusés de détruire l'économie d'une province. De même, lorsque le gouvernement a réduit la subvention accordée à VIA Rail, il a été accusé de détruire une institution nationale. Enfin, lorsque nous avons réduit la subvention versée à la Société Radio-Canada, on nous a accusés de nous en prendre à la culture canadienne.

• (1235)

Ces exemples illustrent combien il est difficile d'effectuer des compressions, même si c'est ce que la population souhaite. C'est pour cette raison qu'il nous faut véritablement un mandat de la population canadienne. Les Canadiens doivent nous confirmer qu'ils ne vont pas se plaindre si nous revoyons la liste des dépenses indispensables.

La population canadienne doit nous dire qu'elle ne se plaindra pas des compressions touchant l'équipe nationale de ski alpin, l'Association des consommateurs, la Fédération des bibliothèques, l'Association de planification

familiale ou le Comité canadien d'action sur le statut de la femme.

C'est ça que les candidats à la direction de notre parti et au poste de premier ministre du Canada ont dit. En fait, l'un d'eux, le ministre de l'Environnement, a déclaré que ce dont notre pays avait vraiment besoin, c'était que la population donne au nouveau gouvernement le mandat clair de faire ces compressions des dépenses qui sont si difficiles et auxquelles s'opposent les néo-démocrates, les libéraux et nombre de Canadiens qui seront le plus touchés.

Je voudrais passer maintenant au troisième point du budget, à savoir le besoin d'emplois et le souhait des Canadiens de retourner au travail, mais je vois qu'il ne me reste plus de temps. Je pourrai peut-être aborder ce point pendant la période réservée aux questions et aux observations.

M. Simon de Jong (Regina—Qu'Appelle): Monsieur le Président, c'est avec intérêt que j'ai suivi les propos du député ministériel, que je tiens pour un homme juste et raisonnable.

C'est pourquoi je voudrais lui poser une question. Nous sommes conscients de la nécessité de faire des économies, et de la gravité d'un déficit de plus en plus lourd qui gonfle notre dette. Il a fait augmenter la part des recettes qui sert à payer les intérêts. C'est comme un cancer qui détruit les programmes publics.

Il faut effectivement faire des économies, réduire la dette, commencer à économiser et à faire diminuer nos frais d'intérêt.

Il y a un point sur lequel je voudrais connaître la réaction du député. Selon certaines études, les compressions effectuées dans certains domaines donnent des résultats contraires à ceux qui sont visés. Je songe par exemple à l'étude Vanderhoof, à Toronto, qui a porté sur les budgets des arts. Les auteurs ont choisi 60 groupes des arts d'interprétation, et ils ont calculé les conséquences des compressions imposées au Conseil des Arts du Canada.

Le Conseil des Arts, assujéti à des compressions, a dû réduire son aide à ces groupes. Ceux-ci réduisent leur production. Ils mettent des gens à pied. L'étude a montré que la diminution des recettes de la TPS et de l'impôt sur le revenu, alliée à l'augmentation des prestations d'assurance-chômage et d'aide sociale, aurait pour résultat net que le gouvernement fédéral perdrait plus d'argent qu'il n'en économise par les compressions imposées au Conseil des Arts du Canada.